



# Les médias suisses sont-ils en train de devenir des médias d'État ?



**Le 18 juin 2021, le Parlement suisse a décidé d'augmenter largement le financement public des médias par un ensemble de mesures. Cela s'expliquait par la diminution des revenus et par le fait que les médias jouent un rôle central dans la démocratie directe. Mais les médias financés par l'État peuvent-ils remplir leur rôle de quatrième pouvoir dans l'État ? L'association « NON aux médias financés par l'État » remet fortement en question ce point et a lancé un référendum.**

Le 18 juin 2021, le Parlement suisse a décidé d'augmenter largement le financement public des médias par un ensemble de mesures. La diminution de leurs revenus entraînerait des problèmes pour les médias. Ceux-ci sont d'une importance capitale pour la démocratie directe. Ils devraient être protégés des puissantes sociétés internationales comme Google, Facebook & Co. En raison de leur forte position sur le marché de la publicité, ils mettent les fournisseurs de médias classiques sous pression.

Pour améliorer les conditions cadres et promouvoir une offre diversifiée dans les régions, il faudrait donc soutenir les médias. Outre le renforcement du soutien indirect à la presse, le Parlement a décidé d'accorder un soutien aux médias en ligne ainsi que des mesures générales en faveur des médias électroniques. L'aide sera limitée à sept ans.

L'association « NON aux médias financés par l'État » a lancé un référendum contre cette mesure.

Avec 60 000 signatures en trois mois, un référendum peut être obtenu.

Le large comité référendaire, indépendant des partis politiques, réunit des personnalités des entreprises et des médias, ainsi que des citoyens engagés.

Ce financement étatique néfaste des médias doit être stoppé, a déclaré lors de la conférence de presse Peter Weigelt, ancien conseiller national et président du comité référendaire.

La nouvelle loi sur les médias détruit l'innovation, nuit à la démocratie, donne des millions aux riches sociétés de médias et entraîne les médias privés dans la dépendance de l'État, a affirmé Christian Keller, un éditeur de Bâle, même si sa société en bénéficierait financièrement.

Les riches groupes médiatiques, qui réalisent de beaux bénéfices même en période de covid, vont ainsi recevoir un total de 178 millions de francs par an de soutien de la part de l'État dans divers domaines tels que la réduction des taxes de transport et la livraison matinale et dominicale.

En raison des nouvelles lois, les médias suisses seraient subventionnés année après année comme suit :

| Rubrique médias de CHF                                     |       | Subventions en millions |     |
|--|-------|-------------------------|-----|
| nouveau  | total | Existant                |     |
| la réduction des taxes de transport quotidien/hebdomadaire |       | 30                      | +20 |
| 50   |       |                         |     |

|  |    |     |     |
|--|----|-----|-----|
| la réduction des taxes de transport presse des membres                             | 20 | +10 |     |
| 30   |    |     |     |
| et de la Fondation   |    |     |     |
| La réduction des taxes de la livraison matinale et dominicale                      |    |     |     |
| quotidiens/hebdomadaires   | 0  | +40 |     |
| 40   |    |     |     |
| Formation/formation continue Conseil de presse,                                    |    |     |     |
| agences de presse, édition IT  | 3  | +25 |     |
| 28   |    |     |     |
| Médias en ligne : La Confédération rembourse aux                                   |    |     |     |
| éditeurs 60% des revenus des abonnements   | 0  | +30 | 30  |
| De subventions aux médias en total   |    | 53  |     |
| +125   |    |     | 178 |
| Subventions existantes de partage de taxes pour stations de radio et de télévision |    |     |     |
| 81   |    |     |     |
| Des subventions directes et indirectes aux médias par an en total                  |    |     |     |
| 259  |    |     |     |

De plus, 81 millions de francs suisses provenant de la redevance radio et télévision sont versés chaque année aux stations de radio et de télévision des médias du groupe. En outre, grâce à la réduction de la taxe sur la valeur ajoutée, les médias sont soutenus par l'État à hauteur d'environ 130 millions de francs par an. Au total, les médias privés coûtent chaque année environ 400 millions de francs aux contribuables ! Avec les redevances radio et TV, cela représente 1,7 milliard par an !

Comme le dit le proverbe, « Qui paie les violons donne le ton ». Les médias financés par l'État peuvent-ils remplir leur fonction de quatrième pouvoir de l'État ? Des médias libres et indépendants doivent contribuer à garantir la liberté d'opinion par le débat public et l'information, et à révéler les abus de pouvoir à un stade précoce. L'association « NON aux médias financés par l'État » remet aujourd'hui fortement en question cette fonction de quatrième pouvoir si les médias sont financés par l'État.

Fondamentalement, la question se pose de savoir pourquoi les entreprises cotées en bourse et les riches éditeurs ont encore besoin de subventions. Le fait que les journaux gratuits et les médias en ligne gratuits ne sont délibérément pas subventionnés est également discriminant en termes de politique de concurrence. Décidez par vous-même si les subventions publiques ne « cimentent » pas les monopoles médiatiques et ne nuisent pas à la diversité des médias.

Si vous voulez soutenir le référendum, vous trouverez dans les crédits le lien vers le formulaire de signature.

de mfg

### Sources:

Übersicht Maßnahmen gemäß Maßnahmenpaket zugunsten der Medien:

[https://www.bakom.admin.ch/dam/bakom/de/dokumente/uebersichtmassnahmen.pdf.download.pdf/%C3%9Cbersicht%20Massnahmen%20gem%C3%A4ss%20Massnahmenpaket%20zugunsten%20der%20Medien\\_DE.pdf](https://www.bakom.admin.ch/dam/bakom/de/dokumente/uebersichtmassnahmen.pdf.download.pdf/%C3%9Cbersicht%20Massnahmen%20gem%C3%A4ss%20Massnahmenpaket%20zugunsten%20der%20Medien_DE.pdf)

Gesetzestext:

<https://www.parlament.ch/centers/eparl/curia/2020/20200038/Schlussabstimmungstext%201%20SN%20D.pdf>

Referendumskomitee „Nein zu staatlich finanzierten Medien“

<https://staatsmedien-nein.ch/>

Medienkonferenz Referendumskomitee 29.06.2021:

<https://staatsmedien-nein.ch/nein-zur-schaedlichen-staatsfinanzierung-der-medien/>

Argumentarium des Referendumskomitees:

<https://staatsmedien-nein.ch/wp-content/uploads/2021/06/Argumentarium-ausfuehrlich-Referendum-Medien.pdf>

Reiche Medienkonzerne:

<https://insideparadeplatz.ch/videos/verleger-sind-steinreich/>

Referendumsbogen:

<https://staatsmedien-nein.ch/wp-content/uploads/2021/06/ubogen-div.pdf>

---

**Cela pourrait aussi vous intéresser:**

---

---

**Kla.TV – Des nouvelles alternatives... libres – indépendantes – non censurées...**



- ➔ ce que les médias ne devraient pas dissimuler...
- ➔ peu entendu, du peuple pour le peuple...
- ➔ des informations régulières sur [www.kla.tv/fr](http://www.kla.tv/fr)

Ça vaut la peine de rester avec nous!

**Vous pouvez vous abonner gratuitement à notre newsletter: [www.kla.tv/abo-fr](http://www.kla.tv/abo-fr)**

---

**Avis de sécurité:**

Les contre voix sont malheureusement de plus en plus censurées et réprimées. Tant que nous ne nous orientons pas en fonction des intérêts et des idéologies de la système presse, nous devons toujours nous attendre à ce que des prétextes soient recherchés pour bloquer ou supprimer Kla.TV.

**Alors mettez-vous dès aujourd'hui en réseau en dehors d'internet!**

**Cliquez ici: [www.kla.tv/vernetzung&lang=fr](http://www.kla.tv/vernetzung&lang=fr)**

---

**Licence:**  *Licence Creative Commons avec attribution*

Il est permis de diffuser et d'utiliser notre matériel avec l'attribution! Toutefois, le matériel ne peut pas être utilisé hors contexte. Cependant pour les institutions financées avec la redevance audio-visuelle, ceci n'est autorisé qu'avec notre accord. Des infractions peuvent entraîner des poursuites.